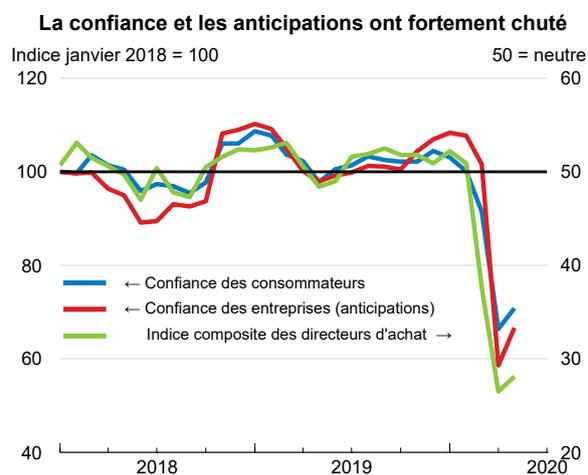
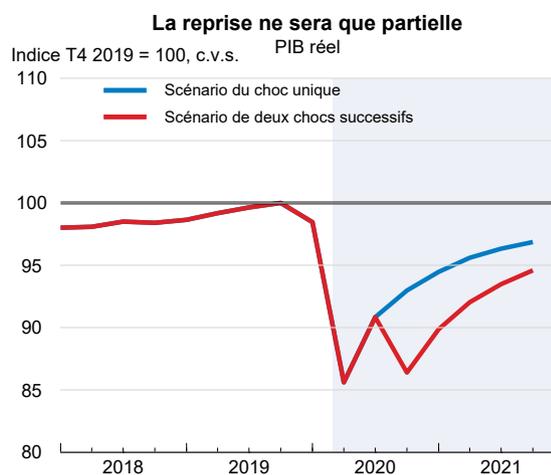


Brésil

L'économie commençait enfin à se relever d'une longue récession au moment où le COVID-19 a frappé, et devrait dès lors connaître une nouvelle profonde récession. La baisse du PIB en 2020 devrait atteindre 9.1 % dans le scénario de deux chocs successifs, qui postule qu'une seconde vague pandémique touchera le Brésil au quatrième trimestre de 2020, et 7.4 % dans le scénario du choc unique, qui table sur une seule vague pandémique. À mesure que le confinement sera assoupli et que l'activité reprendra, l'économie devrait se redresser lentement et partiellement, mais certains emplois et entreprises ne survivront pas. Le chômage atteindra des niveaux sans précédent avant de reculer progressivement.

La riposte de la politique économique a été rapide et déterminée, apportant un soutien appréciable à des millions de ménages vulnérables, notamment ceux qui n'ont pas d'emploi formel et de protection sociale. Ces aides devront être maintenues aussi longtemps que les personnes seront privées de leurs capacités de revenus par la pandémie. Cela étant, compte tenu de la faible marge de manœuvre budgétaire disponible, encore limitée par la hausse de l'endettement public due au COVID-19, la réponse budgétaire devra être temporaire et les autorités devront ensuite reprendre leurs efforts pour assainir les finances publiques et améliorer l'efficacité de la dépense publique. À titre d'exception à cette règle générale, il serait judicieux d'allouer davantage de financements aux transferts conditionnels en espèces, qui pourraient dès lors former l'ossature d'un système de sécurité sociale plus efficace, prenant notamment en charge les personnes qui n'ont pas accès à l'assurance chômage du secteur formel.

Brésil 1



Source: FGV ; CEIC ; CNI ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°107 ; et Refinitiv.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139043>

Brésil : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

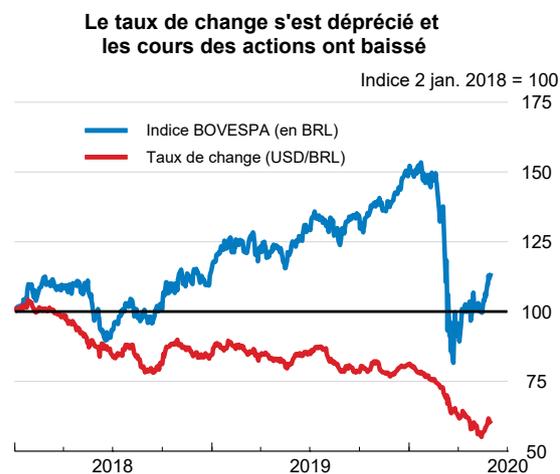
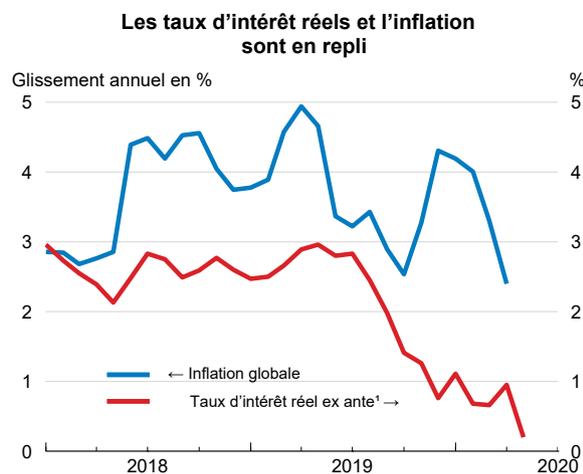
	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de BRL	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2000)				
Brésil: scénario de deux chocs successifs						
PIB aux prix du marché	6 269.3	1.3	1.3	1.1	-9.1	2.4
Consommation privée	4 028.1	1.9	2.1	1.8	-13.0	5.5
Consommation publique	1 277.6	-0.7	0.4	-0.4	2.1	2.8
Formation brute de capital fixe	973.3	-2.6	3.9	2.3	-13.2	-9.5
Demande intérieure finale	6 279.1	0.7	2.0	1.4	-10.0	2.7
Variation des stocks ¹	- 34.8	0.7	-0.3	0.2	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	6 244.3	1.6	1.7	1.6	-10.1	2.7
Exportations de biens et services	781.6	5.2	3.3	-2.5	-17.8	-5.8
Importations de biens et services	756.5	7.2	7.5	1.1	-25.4	-5.4
Exportations nettes ¹	25.1	-0.2	-0.5	-0.5	1.2	-0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	3.7	3.3	4.2	3.8	3.3
Indice des prix à la consommation	—	3.4	3.7	3.7	3.0	2.6
Déflateur de la consommation privée	—	3.4	2.9	3.8	2.4	3.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-7.8	-7.1	-5.9	-15.1	-8.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-0.7	-2.2	-2.7	-1.5	-1.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934137333>

Brésil 2



1. Le taux d'intérêt réel ex ante correspond aux taux SELIC diminué des anticipations d'inflation à un an.

Source: CEIC ; Banque centrale du Brésil ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139062>

Brésil : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de BRL	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2000)				
Brésil: scénario du choc unique						
PIB aux prix du marché	6 269.3	1.3	1.3	1.1	-7.4	4.2
Consommation privée	4 028.1	1.9	2.1	1.8	-10.4	7.0
Consommation publique	1 277.6	-0.7	0.4	-0.4	1.3	-0.9
Formation brute de capital fixe	973.3	-2.6	3.9	2.3	-10.9	1.0
Demande intérieure finale	6 279.1	0.7	2.0	1.4	-8.1	4.4
Variation des stocks ¹	- 34.8	0.7	-0.3	0.2	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	6 244.3	1.6	1.7	1.6	-8.2	4.4
Exportations de biens et services	781.6	5.2	3.3	-2.5	-14.7	6.2
Importations de biens et services	756.5	7.2	7.5	1.1	-20.5	7.5
Exportations nettes ¹	25.1	-0.2	-0.5	-0.5	0.9	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	3.7	3.3	4.2	3.9	3.3
Indice des prix à la consommation	—	3.4	3.7	3.7	3.1	3.3
Déflateur de la consommation privée	—	3.4	2.9	3.8	2.4	3.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-7.8	-7.1	-5.9	-14.5	-7.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-0.7	-2.2	-2.7	-1.8	-2.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934137352>

Des mesures de confinement ont été mises en place localement, mais la pandémie continue de se propager à une vitesse élevée

Le Brésil a enregistré son premier cas de COVID-19 à la fin du mois de février. À la fin du mois de mai, le nombre d'infections déclarées dépassait 500 000. Le nombre de victimes augmente rapidement, l'évolution du nombre de décès quotidiens restant orientée à la hausse. La ville de São Paulo a été l'épicentre initial de l'épidémie mais le virus est maintenant présent dans tout le pays. Les capacités des unités de soins intensifs (USI) sont estimées à 15.6 lits d'UCI pour 100 000 habitants, mais certaines régions, notamment dans le nord et le nord-est, souffrent de graves pénuries. Le système de santé public, dont dépendent deux tiers de la population brésilienne, est soumis à une extrême tension. Dans certains États, les capacités de soins intensifs sont presque entièrement utilisées depuis le début du mois de mai et des listes d'attente ont commencé à se former.

Le gouvernement central n'a pas adopté de mesures de confinement coercitives. À l'inverse, les États et les municipalités ont instauré de telles mesures à partir du 20 mars, imposant la fermeture des magasins, des établissements scolaires et des plages et annulant les manifestations publiques. Des mesures d'éloignement physique sont en place dans l'ensemble des 27 unités fédérales du pays. Les frontières terrestres ont été fermées, et les seules personnes admises à entrer par avion en provenance de nombreux pays sont les ressortissants et les résidents de retour au Brésil.

L'activité économique décline sur fond de dégradation des conditions de financement extérieur

Des indicateurs précoces de l'activité et de la demande font apparaître une forte contraction depuis la mise en place des mesures de confinement. La confiance et les anticipations des directeurs d'achat ont chuté, et un indicateur précoce des ventes de détail, calculé à partir des transactions par carte de paiement, fait état d'une baisse moyenne de 30 % entre le 1^{er} mars et le 30 mai. Les activités qui accusent le recul le plus marqué sont le transport aérien, le tourisme et le secteur hôtelier, mais des nombreuses activités informelles ont également cessé du fait de la mise sous cloche de la vie collective dans de vastes régions du pays. Selon les estimations de référence de l'OCDE, l'activité s'est contractée d'environ 20 % pendant le confinement. Alors que l'activité économique n'avait pas encore amorcé son repli, le Brésil a été touché par les turbulences des marchés internationaux de capitaux et a assisté à une forte augmentation des sorties de capitaux placés en portefeuille, les investisseurs internationaux préférant se réorienter vers des valeurs refuges. Ces mouvements ont exercé de fortes pressions sur le taux de change, les cours des actions et les écarts de taux des obligations publiques. Les prix des produits de base exportés ont légèrement décliné depuis le début de l'année, entraînés par le net repli du prix du pétrole, mais ce recul a été largement compensé par la hausse des prix des produits agricoles et des minéraux.

La riposte de grande ampleur des autorités a apporté un peu d'air aux catégories les plus vulnérables

La riposte budgétaire à la pandémie a été audacieuse et de grande ampleur : l'impact budgétaire total a dépassé 6 % du PIB et s'est largement concentré sur les groupes les plus vulnérables, notamment les travailleurs informels. Le soutien monétaire a pris la forme de deux baisses de taux d'un montant cumulé de 125 points de base, combinées à des mesures prudentielles et réglementaires autorisant l'octroi de crédits supplémentaires dans une limite de 17 % du PIB.

Les mesures d'aide au revenu pour les travailleurs faiblement rémunérés (2.9 % du PIB) comprennent une nouvelle prestation d'urgence temporaire de 120 USD par mois, versée aux travailleurs informels ou sans emploi qui gagnent moins de la moitié du salaire minimum, multipliée par deux pour les parents isolés. Accessoirement, cette prestation a permis d'étendre largement l'accès aux services bancaires de base. Plus de 50 millions de prestations ont ainsi été servies. Les ressources allouées aux programmes de transferts conditionnels en espèces ont permis à ces derniers d'affilier 1.2 million de bénéficiaires supplémentaires. Un nouveau dispositif de chômage partiel incluant une aide publique au revenu financée par l'assurance chômage compensera les pertes de revenus des travailleurs formels et prendra en charge une partie des coûts salariaux des employeurs en échange de garanties d'emploi. L'autorisation de dérogations temporaires à certaines réglementations du travail, la possibilité d'avancer les congés annuels et d'autres mesures permettront aux entreprises d'aménager plus souplesment les heures de travail.

L'aide aux PME (1.4 % du PIB) comprend une ligne de crédit à faible taux d'intérêt qui couvre les coûts salariaux des employés touchant jusqu'à deux fois le salaire minimum, 85 % du risque de crédit étant supporté par l'État fédéral. La banque nationale de développement va mettre en place des lignes de crédit supplémentaires pour les entreprises. Des reports de paiement des impôts et autres charges ont également été accordés aux entreprises, et plus particulièrement aux PME. Le gouvernement s'est engagé à prendre en charge les 15 premiers jours d'arrêt maladie des travailleurs infectés. Enfin, les dépenses directes de santé et les transferts aux États et aux municipalités, auxquels incombe au premier chef la responsabilité de financer les services publics de santé, ont augmenté de 2 % du PIB.

L'économie entre dans une profonde récession

Les projections économiques tablent sur un assouplissement graduel de la plupart des mesures de confinement locales durant la première quinzaine de juin. Le PIB devrait accusé une forte baisse au second trimestre d'après les estimations, et la reprise d'ici à la fin de 2021 ne sera sans doute que graduelle et partielle. L'économie devrait se contracter de plus de 9.1 % en 2020 dans le scénario de deux chocs successifs, qui prévoit la mise en place d'un second confinement à la fin de l'année dans le pays. La reprise en 2021 serait modérée dans ce scénario, avec une croissance projetée de 2.4 %. Toujours dans ce scénario, le taux de chômage atteindra un pic historique de 15.4 % en 2021. Sous l'effet du creusement du déficit budgétaire, la dette publique brute augmentera d'au moins 10 points de PIB pour dépasser 90 % du PIB à la fin de 2020. Dans le scénario du choc unique, l'économie devrait se contracter de 7.4 % en 2020, puis croître de 4.2 % en 2021. La dette publique atteindra presque 90 % du PIB à la fin de 2020. Dans un contexte marqué par les pertes d'emploi, la diminution du nombre d'heures travaillées et la réduction sensible des possibilités de gains des travailleurs indépendants, la consommation privée et l'investissement devraient être les éléments moteurs de la récession, quoique la riposte politique modérera leur influence. Selon des estimations, en l'absence des mesures de soutien d'urgence au revenu, la consommation privée aurait reculé de quelque 2-3 points de plus en rythme annuel.

La réaction des marchés à la détérioration des finances publiques engendre des risques significatifs. Les taux d'intérêt ont récemment diminué sur fond d'amélioration des perspectives budgétaires, mais le mouvement pourrait s'inverser si la confiance dans une reprise de cette tendance après la crise venait à disparaître. Les sorties massives de capitaux investis en portefeuille au Brésil et sur d'autres marchés émergents ont été annonciatrices de possibles turbulences sur les marchés financiers mondiaux. Étant donné que près de 90 % de la dette publique brute sont détenus par les résidents et que 95 % sont libellés dans la monnaie nationale, les risques pesant sur la dette publique sont moins importants que par le passé, mais les entreprises brésiliennes ont accumulé des passifs libellés en devises étrangères considérables ces dernières années. Il est difficile de savoir avec certitude dans quelle mesure ces passifs sont couverts. Les réserves de change, qui s'élèvent à 18 % du PIB, et l'accord d'échange de devises conclu avec la Réserve fédérale des États-Unis assurent au Brésil de solides liquidités en dollars et lui serviront d'amortisseur contre les risques externes.

La réponse budgétaire devra être temporaire pour préserver l'acquis des progrès récents

La riposte des pouvoirs publics au COVID-19 a permis de limiter les séquelles permanentes infligées par la pandémie et devra se poursuivre tant que l'activité économique continuera de pâtir des effets du confinement. Cependant, les nouvelles mesures de dépenses devront être temporaires, et il faudra résister aux éventuelles tentatives de faire adopter de nouvelles dépenses non liées au COVID-19. Pour éviter les retombées négatives sur la confiance et l'augmentation des taux d'intérêt, les autorités gagneraient à accompagner le surcroît de dépenses qui sera nécessaire en 2020 par des mesures structurelles visant à renforcer l'efficacité des dépenses et la crédibilité de l'assainissement des finances publiques à moyen terme, annoncé avant le début de la pandémie de COVID-19. Un moyen d'y parvenir consisterait par exemple à légiférer sur une réforme de l'administration publique qui s'attellerait à la rémunération des fonctionnaires, ou à envisager une réduction ambitieuse des subventions et exonérations fiscales inefficaces, tout en attendant 2021 pour mettre ces mesures en application. Eu égard à la baisse de l'inflation, qui se maintient fermement sous son taux cible, les autorités monétaires disposent d'une petite marge de manœuvre pour soutenir la reprise économique par une baisse des taux directeurs et de la poursuite de l'appui en liquidité.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Brésil », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/18fbc71a-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.